



Haro sur le pouvoir d'achat des retraités : **ÇA SUFFIT !**

GEL DES PENSIONS – HAUSSE DE LA CSG... Les retraités sont eux aussi dans le collimateur.

Sous prétexte d'augmenter les salaires, la taxe CSG passera en effet de 6,6 % à 8,3 % soit une augmentation de 25 %.

Cela signifie une **baisse des pensions pour 8 millions de retraités**

D'ailleurs, parler d'augmentation des salaires est pour le moins abusif. Car en fait il s'agit d'une baisse des cotisations sociales prélevées sur les salaires. Ce qui constitue un pas de plus vers la fiscalisation et la privatisation de notre protection sociale. Et qui va payer l'inévitable hausse des cotisations de couverture complémentaire qui en découle ?

C'est une manière cynique d'opposer les uns aux autres et de culpabiliser les retraités "les plus aisés" en leur reprochant de ne pas vouloir aider les actifs.

En réalité la hausse de la CSG impactera tous les retraités percevant plus de 1 198 € bruts, soit 60 % des retraités. Sommes-nous *aisés* avec 1200 € par mois si proche du seuil de pauvreté ?

Ce que vous aurez en moins sur votre pension :

- Moins 204 € par an pour une pension de 1 200 € par mois,
- Moins 306 € par an pour une pension de 1 500 € par mois,
- Moins 408 € par an pour une pension de 2 000 € par mois.

Cette augmentation de la taxe CSG s'ajoute à d'autres mesures régressives comme : le gel des pensions depuis 4 ans, à celle des retraites complémentaires depuis 3 ans, au prélèvement de la CASA de 0,3% payée uniquement par les retraités. Ajoutons aussi l'annonce de la réduction de 5 € par mois de l'APL qui visera notamment les retraités locataires.

En 12 ans, le pouvoir d'achat des retraités aura reculé de près de 20%.

Vers la disparition des emplois aidés

Nous constatons que les aides à l'autonomie sont largement insuffisantes, tant à domicile qu'en établissement.

Le gouvernement, non seulement ne prend aucune mesure pour réduire le *reste à charge* des familles, mais il s'attaque aux moyens dont peuvent disposer les établissements, les associations et les collectivités locales en supprimant les emplois aidés.

Créons de préférence des emplois stables

Prendre au plus grand nombre pour donner aux riches

Le gouvernement prévoit de prendre beaucoup dans la poche des personnes **retraitées** et un peu dans toutes les autres, ou presque : l'APL pour les locataires, la suppression de services publics en privant les collectivités locales des recettes de la taxe d'habitation et en supprimant 120 000 emplois de fonctionnaires...

Il donne beaucoup aux plus riches : baisse de l'ISF (impôt sur la fortune), en ne prenant plus en compte actions et obligations qui représentent 90 % du patrimoine des plus riches ; nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 à 28% ; cadeaux aux rentiers en plafonnant l'imposition des revenus du capital à 30 %.

Les explications et la pédagogie n'apportent rien, nous demandons seulement la **justice sociale**.

Alors oui les retraités ont de bonnes raisons de se mobiliser pour éviter de nouvelles dégradations de leur pouvoir d'achat, pour obtenir une évolution des pensions liée à l'évolution des salaires et pour une amélioration importante de la prise en charge de la perte d'autonomie.

**RASSEMBLEMENT LE 28 SEPTEMBRE A 10H00
DEVANT LA PREFECTURE à DIJON**

**NON A LA HAUSSE DE LA CSG A 8,3%
REVALORISATION DE NOS PENSIONS**